

Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 42

p.a.f. 0,60 € - avril 2014

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Faire entendre le camp des travailleurs

Dans ce numéro:

Rwanda : nos gouvernements sont complices des génocidaires

Réunion de brigands impérialistes à Bruxelles

La manifestation du 4 avril : l'alibi des directions syndicales

Comment Albert Frère augmente sa fortune de 1,3 milliards

PS : entends ce que je dis, pas ce que je vote

Lutte Ouvrière en campagne

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Le capitalisme en crise

Pas étonnant que ça ne marche pas

Les chiffres le montrent crûment : l'endettement des travailleurs explose. Ils sont désormais plus de 6,2 millions à avoir emprunté (contre 4,9 en 2009) dont 344 000 en défaut de paiement. De plus en plus de crédits sont ouverts pour la consommation, alors même que de plus en plus de ménages ont du mal à rembourser leur emprunt hypothécaire. « La reprise » ? A crédit... jusqu'au prochain krach !

Et voilà l'absurdité de cette société : un ouvrier qui passe sa vie à produire des voitures doit s'endetter pour des années pour en avoir une. Le maçon paye un loyer toute sa vie pour pouvoir habiter dans une maison qui n'aurait pas existé sans son travail...

ABERRATION
CAPITALISTE :



Rémunérations patronales en hausse

En 2013, les dirigeants des plus grandes entreprises belges ont vu leur rémunération augmenter de 11% en moyenne. En moyenne, ils ont gagné 2,2 millions d'euros durant l'année.

C'est vrai, ils ont été infatigables... pour baisser les salaires, licencier et faire courir les travailleurs...

Les ogres

Pour 2013, le milliardaire belge Albert Frère est listé avec une fortune de 4,9 milliards parmi les 500 personnes les plus riches du monde. C'est 1,3 milliards de plus qu'en 2012, ou l'équivalent du salaire annuel brut de 28.000 ouvriers...

Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Le « monsieur Mittal » du Brésil est un parasite bien de chez nous

En 2005, le milliardaire belge Albert Frère racheta l'entreprise pétrolière américaine Pasadena Refining System pour 42,5 millions de dollars.

Un an plus tard, en 2006, il en revendait 50% à l'entreprise publique brésilienne du pétrole Petrobras pour 360 millions. Bénéfice : plus de 330 millions !

Et en 2008, il actionna une clause contenue dans le contrat avec Petrobras qui oblige cette dernière à racheter les 50% restants au moment voulu par Frère, et Petrobras dut déboursier 820,5 millions pour acquérir le reste de l'entreprise. Bénéfice : plus de 800 millions !

Au Brésil, ce « deal » crapuleux est aujourd'hui devenu public et suscite quelque colère dans la population qui devra payer pour une affaire qui a enrichi Frère de plus de 1,1 milliards d'euros sans créer la moindre richesse.

Il faut dire que Frère a l'habitude. C'est en siphonnant l'État belge et la Région wallonne de façon similaire dans les années 70 et 80 qu'il a bâti sa fortune...

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Contre les gouvernements de combat de la bourgeoisie, il faut faire entendre le camp des travailleurs !

Suite à la baisse très importante des voix du PS français dans les élections municipales, à l'abstention massive des électeurs du PS et la montée des voix du Front National de Le Pen, le président français Hollande a « remanié » son gouvernement.

Ceux qui avaient voté Hollande en 2012, pensant que Hollande serait toujours mieux que Sarkozy, ou du moins qu'il ne pouvait pas être pire, ont été déçus. Oui, le gouvernement Hollande a été pire, car l'évolution de la crise et la volonté du patronat de la faire payer à la population par des licenciements, des baisses des salaires et l'austérité, ont été déterminants pour la politique du gouvernement français.

Le PS a perdu beaucoup de voix, mais Hollande poursuivra sa politique anti-ouvrière et les cadeaux au patronat, et l'accélère même, même si cela l'amène à perdre les prochaines élections.

Son nouveau premier ministre, Manuel Valls, a fait, pour commencer, un cadeau de 38 milliards au patronat en supprimant les cotisations sociales payables par les employeurs sur les salaires minimum. Ces milliards s'ajoutent aux 50 milliards déjà promis au grand patronat et se traduiront par des coupes dans les services publics utiles à la population.

Et même dans la forme, ceux qui espéraient une inflexion à gauche du PS en sont pour leurs frais. Valls s'est distingué par ses positions droitières dans le Parti socialiste en dénonçant les 35 heures comme un boulet aux pieds du patronat. Il a aussi déclaré que le PS devrait changer de nom, le mot « socialiste » étant dépassé. Il a aussi envoyé les forces de répression et les autopompes contre les ouvriers de PSA Aulnay, d'ArcelorMittal et d'autres entreprises qui défendaient leurs emplois.

Quant aux idées nauséabondes de l'extrême-droite, plutôt que de les dénoncer, Valls les reprend à son compte, par ses propos anti-Roms, selon lui « incapables de s'intégrer ». Et en tant de ministre de l'intérieur, il a organisé une véritable chasse aux Roms pour les expulser massivement.

Le PS français fait aussi peu barrage à l'extrême-droite que le PS de Di Rupo fait barrage à la N-VA, en réalisant la réforme de l'État et en mettant en œuvre les attaques contre les chômeurs réclamées par la N-VA.

Les socialistes peuvent toujours nous dire qu'un gouvernement avec eux, ce sera toujours mieux que laisser la droite gouverner toute seule, mais quand les actionnaires des grandes entreprises décident de licencier pour augmenter leurs profits, ils acquiescent et s'attaquent aux chômeurs. Quand le patronat réclame des baisses des salaires, ils s'exécutent. Quand il faut sauver les banquiers spéculateurs, ils trouvent les milliards nécessaires, quitte à endetter l'État jusqu'au cou et contraindre la population à rembourser. En fait, si c'est l'intérêt de la classe capitaliste, les ministres PS sont prêts à appliquer les programmes de la droite et même de l'extrême-droite.

Hollande, Di Rupo, comme tous les autres dirigeants socialistes, remplissent leur rôle de fidèles serviteurs des intérêts de la classe capitaliste. Car pour eux, il n'y a pas d'alternative au capitalisme, et il est hors de question de toucher aux intérêts des capitalistes. Ils préfèrent laisser se développer les courants d'extrême-droite et même en adopter les idées, plutôt que de voir les travailleurs relever la tête et contester le pouvoir de la bourgeoisie.

Alors, le vote pour les socialistes ne peut pas permettre aux travailleurs d'améliorer leur situation, pas plus bien sûr que le vote pour un quelconque des autres partis gouvernementaux, chrétiens, libéraux, nationalistes...

Pour que chaque travailleur ait un travail et un salaire dont il puisse vivre, il faut prendre sur les profits de la bourgeoisie. Pour empêcher les capitalistes de licencier, de spéculer, de gaspiller les richesses, il faut que les travailleurs imposent un contrôle sur les comptes des banques et des entreprises.

Contre les gouvernements de la bourgeoisie, quelles que soient les étiquettes, il faut préparer l'opposition du camp des travailleurs. Et pour cela, les travailleurs doivent retrouver les idées de lutte de classe auxquelles les dirigeants des partis socialistes ont tourné le dos depuis un siècle au bas mot. Il faut que les travailleurs reprennent les idées des militants socialistes des débuts qui ne pensaient pas que le rôle des socialistes était de gérer l'État de la bourgeoisie, mais de le renverser pour que la classe ouvrière puisse instaurer une société basée sur la solidarité et le bien commun, et non sur la concurrence et l'exploitation.



Belgacom : les salaires et les emplois doivent passer avant les profits !

630 millions d'euros de bénéfice pour Belgacom en 2013 !

Réduire encore le « coût » du personnel : voilà le projet de la nouvelle patronne Dominique Leroy.

Les 15 000 travailleurs de Belgacom ne coûtent pas, ce sont eux qui font fonctionner l'entreprise, par contre les dividendes accordés aux actionnaires, c'est cela qui « coûte ».

Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Dominique Leroy, CEO de Belgacom dit s'inspirer des pays voisins où les « coûts salariaux » n'atteignent que 24% du chiffre d'affaire contre 33% chez Belgacom, pour justifier vouloir baisser l'emploi.

Mais cette concurrence n'a pas de fin : en Allemagne, Deutsche Telekom annonce la suppression de 4 900 postes d'ici 2 ans. Les chefs d'entreprises ont tous les mêmes recettes : réduire le personnel, augmenter les cadences, pour augmenter les profits... jusqu'à la prochaine crise encore plus grave !

Face aux patrons du monde entier, les travailleurs ont les mêmes intérêts !

Udil... pour qui ?

Les licenciements à ArcelorMittal ? Pas grave, le gouvernement wallon financera, pour 20 millions par an, un groupement d'employeurs : « Udil.be ».

200 travailleurs licenciés par ArcelorMittal seront affectés à cette structure où « ils seront formés et loués à des entreprises ». Lesquelles ? Eh bien, celles du groupement d'employeurs évidemment, parmi lesquelles on retrouve la FN, Techspace Aero, Margotteaux ou encore... ArcelorMittal ! Ce n'est rien d'autre qu'une forme de subsides supplémentaires aux licenciés !

Grève au centre de tri d'Anvers X de BPost

BPost vient de rejoindre le groupe des 20 plus importantes entreprises cotées en bourse qui constituent l'indice BEL20. Pour faire monter les cours des actions, les dirigeants ne connaissent qu'une recette : faire toujours plus avec moins de travailleurs.

Au centre de tri Anvers X, la pression est devenue telle que les travailleurs ont répondu le 21 mars par une grève de 24 heures. Chez les postiers, la cote des actionnaires de BPost est à la baisse...

La manifestation européenne du 4 avril à



Le 4 avril, environ 40.000 manifestants syndicalistes venus de 21 pays d'Europe ont manifesté à Bruxelles contre l'austérité.

C'est un fait que, partout en Europe, les gouvernements appliquent des politiques d'austérité plus ou moins drastiques, se traduisant toutes par des attaques contre les salaires et les pensions, et par des plans d'économies budgétaires réduisant les prestations sociales, les droits à la santé et détruisant peu ou prou les services publics.

Ces politiques d'austérité, présentées comme une « réponse » à la crise économique, ont jusqu'à présent permis aux banques et à l'ensemble des capitalistes de traverser l'orage au sec, et même d'accroître largement

leurs profits. Pour les 400 millions de travailleurs européens, chômeurs et retraités inclus c'est, depuis 2008, attaque sur attaque contre leurs conditions de travail et d'existence même.

C'est donc bien le minimum d'organiser une manifestation de travailleurs de tous les pays européens contre l'austérité que leurs gouvernements leur imposent pour sauver les banques, les capitalistes et leurs actionnaires.

Le chômage, les bas salaires, l'effondrement des pouvoirs d'achat, la dégradation des services publics, la détérioration des prestations sociales, constituent un choix délibéré des gouvernements, de tous les gouvernements, pour être en mesure de réaliser les économies exorbitantes qu'exige d'eux le système capitaliste pour maintenir les profits. Et en effet il faudrait que la classe ouvrière se rassemble par-delà les frontières pour combattre l'ennemi commun, le grand patronat.

Mais que dire de l'attitude des organisateurs, centrales syndicales liées aux partis réformistes, au pouvoir au présent, au passé ou au futur, qui convoquent un tel rassemblement, sans se soucier de préparer une vraie mobilisation des travailleurs ni à l'échelle européenne, ni même dans les différents pays : en France, en Allemagne, en Italie, en Belgique... ?

Pour eux, une telle manifestation n'est qu'un alibi pour masquer leur démission devant les politiciens de la bourgeoisie, en particulier ceux dont ils soutiennent

Johnson Controls à Gand : la grève paye

Juste après la visite du chef d'État chinois Xi Jinping, l'usine Volvo à Gand a été paralysée pendant un jour par une grève chez Johnson Controls. Les travailleurs ont arrêté le travail pour protester contre la surcharge de travail.

La direction n'a pas risqué un deuxième jour de grève et préféré faire des concessions.

La grève chez Lanxess continue

Les travailleurs de l'usine chimique Lanxess à Zwijndrecht (Anvers) sont en grève depuis un mois pour s'opposer à une nouvelle convention collective moins favorable aux travailleurs.

Depuis le 4 avril, ils ont une nouvelle raison de continuer leur grève, car la direction a annoncé la fermeture de l'usine dans le cadre d'une restructuration.

Face aux attaques patronales chez Lanxess et ailleurs, il faut souhaiter que la volonté de grève des travailleurs se répande dans le zoning, comme les odeurs de l'usine le font habituellement, et même au-delà.

à Bruxelles

les gouvernements, comme ici en Belgique où le gouvernement Di Rupo a pu mettre en œuvre le plus important plan d'austérité depuis la guerre, sans devoir affronter la moindre mobilisation syndicale digne de ce nom.



Et en effet, Anne Demelenne, la présidente de la FGTB n'a rien trouvé de mieux que d'appeler à « voter pour un virage à gauche » le 25 mai. Et tout le monde a compris que c'était là un appel à voter PS, parti auquel elle est liée.

Mais ce n'est pas des partis socialistes que les travailleurs peuvent attendre le changement, ces partis socialistes qui avec Blair en Grand-Bretagne, Schröder en Allemagne, Hollande en France et Di Rupo en Belgique, ont mis en œuvre le démantèlement des acquis sociaux des luttes du passé... et cela d'autant mieux qu'ils pouvaient compter sur la complicité des directions syndicales.

La force des travailleurs ne réside pas dans leur bulletin de vote, mais dans leurs luttes. Et dans la conscience de leurs intérêts communs non seulement à l'échelle d'un pays, mais au moins à l'échelle du continent. Mais ce n'est pas sur les promoteurs de la manifestation du 4 avril qu'il faut compter pour développer cette conscience et organiser les luttes nécessaires.

Audi / VW - Forest

Les dirigeants syndicaux parlent comme les patrons

Les représentants syndicaux se sont réjouis dans la presse à l'annonce de la direction de faire assembler la Q3 à Bruxelles au lieu de l'A1 qui irait en Espagne dès 2016, car cela représenterait un plus grand volume de travail.

On voit qu'ils ne sont pas souvent à la chaîne. Parce que nous, ce qu'il nous faut, ce n'est pas plus de travail, mais plus de salaire et plus d'embauches.

Durobor - Soignies

On ne sortira pas nos mouchoirs

Pour justifier la suppression de la prime de 100 €, la direction se livre à tout un cinéma sur le thème : « les ventes ne sont pas bonnes ». Mais cet argument n'est pas acceptable pour nous, car on ne joue pas cartes sur table. La direction sait, au centime près, ce que nous gagnons, l'inverse n'est pas vrai. Combien a-t-elle reçu de subsides, en Wallonie, en Flandre... ou en France ? Combien de bénéficiaires sont partis dans les dividendes ? Et combien en intérêts aux banques ? Tant que ces données ne seront pas publiques, on ne peut que supposer que la direction n'a pas intérêt à dire la vérité.

Elle nous prend les 100 € ? Qu'elle garde ses prétextes, on ne paye pas nos factures avec.

Leur société

De la folie

Un projet de loi concernant l'internement de personnes atteintes de troubles mentaux est actuellement examiné en commission parlementaire à la Chambre, après avoir été adoptée au Sénat.

Elle prévoit notamment une participation financière des personnes internées avec la possibilité de saisie de leur propriété.

Comme par hasard, cette loi tombe au moment même où Sodexo obtient le contrat de gestion du nouveau centre psychiatrique fermé à Gand. Au lieu de 10 soignants pour 10 internés aux troubles psychiques lourds, Sodexo n'en prévoit que 7, ce qui lui a permis de proposer un contrat moins cher et de faire des profits quand même.

Dans le capitalisme, les fous ne sont pas internés... ils dirigent.

Les vampires

L'hépatite C chronique est une maladie qui touche 150 millions de personnes dans le monde, dont probablement près de 80 000 en Belgique. Heureusement, la recherche scientifique a mis au point un médicament efficace à 95 %. Malheureusement, ceci se passe sous le capitalisme. Les firmes pharmaceutiques propriétaires des brevets ont fixé, pour des pays comme les USA ou la Belgique, le prix du traitement à 60 000 €... pour un coût de production évalué entre 50 et 100 € !

L'épidémie d'hépatite C reste à éradiquer. Le capitalisme aussi.

Rwanda : nos gouvernements sont complices des génocidaires.

Il y a 20 ans, le 7 avril 1994, commençait le génocide d'une partie de la population du Rwanda. Durant une centaine de jours, plus de 800 000 Tutsis, ainsi qu'un certain nombre de Hutus, furent assassinés à coups de fusils, ou de machettes. Cette tuerie de masse, dans laquelle fut entraînée une partie de la population contre une autre, fut organisée par le pouvoir de l'époque, le Hutu Power.

Mais comme l'a rappelé l'actuel président du Rwanda, Paul Kagamé « la France et la Belgique portent la responsabilité de la préparation politique du génocide, et la France a même soutenu son organisation ».

Rien qu'en rappelant ces vérités historiques, le président rwandais Kagamé a provoqué des réactions indignées de la part des ministres et des médias de ces deux pays, la France se refusant même à participer aux cérémonies de commémoration.

Mais que signifie « la responsabilité dans la préparation politique » du génocide, dont Kagamé accuse la Belgique ?

Le Rwanda-Urundi est une ancienne colonie allemande. Suite à la Première Guerre Mondiale, elle passa dans les mains de la Belgique. Dans la première guerre mondiale qui était une guerre pour le partage des colonies, l'Allemagne était dans le camp des vaincus, la Belgique dans celui des vainqueurs...

Mais les Belges, pas plus que les Allemands, n'allaient là-bas pour apporter les bienfaits de la civilisation : ils y allaient pour piller les richesses naturelles en soumettant les populations au travail forcé. Et pour asseoir son pouvoir sur les populations de la région, l'administration coloniale belge a opposé les paysans hutus majoritaires aux éleveurs Tutsis moins nombreux, à qui ils confiaient des postes de responsabilité.

La bourgeoisie colonisatrice a ainsi utilisé et aggravé les divisions existantes dans les sociétés africaines pour asservir les peuples, toujours d'après la devise : diviser pour mieux régner.

Et à travers toute l'histoire récente de ce continent, malgré les Indépendances obtenues dans les années 1960, les pays capitalistes occidentaux ont continué à exploiter à leur profit toutes ces divisions, les entretenant, les aggravant.

C'est de cette manière que les rivalités entre puissances impérialistes, la Belgique, la France, les USA, la Grande-Bretagne, se disputant leur influence dans ces régions regorgeant de ressources minières, se transforment sur place en affrontements « ethniques », comme au Rwanda en 1994 : d'un côté la caste hutue au

pouvoir et soutenue alors par la France et la Belgique, et de l'autre le Front Patriotique Rwandais de militants tutsis, armé et financé par les États-Unis.

En 1990, lorsque les rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) menacèrent de s'emparer du pouvoir, c'est l'armée française qui les arrêta avec ses alliés belges et zaïrois.

Dans les années qui suivirent, les notables et les chefs militaires de la caste hutue au pouvoir constituèrent avec la complicité de la France et de la Belgique de véritables escadrons de la mort pour faire la chasse aux Tutsis et assassiner les opposants. Les officiels français et belges présents sur place fermèrent les yeux et fournirent des armes aux tueurs.

Quand l'assassinat du président Habyarimana donna le signal du massacre généralisé des Tutsis et des opposants Hutus, le 6 avril 1994, les quelques troupes françaises et belges envoyées sous prétexte de protéger les Européens assistèrent sans rien faire à la tuerie. C'est seulement lorsque le FPR sembla prendre l'avantage que Paris intervint vraiment militairement, avec l'opération Turquoise, non pour sauver la population de la fureur des génocidaires mais pour offrir à ces derniers une zone de repli.

Mitterrand est mort. Mais voilà la vérité historique que les dirigeants français et belges voudraient mieux savoir tue.



ci-contre, une mine de cuivre.
ci-dessous, des mineurs

L'ordre de la couronne aux pillards

Le roi vient de publier les noms de ceux qu'il élève dans la noblesse. Parmi eux Georges Forrest qui devient « commandant de l'ordre de la couronne ».

Forrest a fait sa fortune notamment dans les activités minières au Congo. La fortune de Forrest n'est donc pas étrangère au fait que ce pays, parmi les plus riches du monde en matières premières, s'appauvrisse toujours plus.

«Sa majesté» dont la fortune est également issue du pillage du Congo ne s'est pas trompée en y reconnaissant un des siens.

Réunion de brigands impérialistes à Bruxelles

Dans le discours d'Obama au Palais des Beaux-Arts, il était beaucoup question de « démocratie » et de « liberté ». Des « valeurs » pour lesquelles nos ancêtres (dont le grand-père Obama) auraient combattu et seraient morts sur les champs de bataille d'Europe. Valeurs que la jeunesse doit être préparée à défendre à nouveau, a-t-il prévenu, si elles venaient à être menacées... Sous-entendu par Poutine ?

Décidemment, la guerre n'est jamais loin quand ces gens-là parlent de « valeurs » et de « liberté ».

Mais non, les soldats américains de la 2ème guerre mondiale ne sont pas morts pour la « liberté », pas plus que ceux de la première ne sont morts pour la « patrie ».

L'enjeu de la première guerre mondiale a été le partage des colonies entre l'Allemagne d'un côté et la France et l'Angleterre de l'autre. Il s'agissait de matières premières, de juteux contrats de construction de chemins de fer, et déjà de pétrole. Quant à la deuxième guerre mondiale, les enjeux étaient les mêmes, dans un rapport de force qui avait changé. Des dizaines de millions de soldats et de civils sont morts, parce que les brigands capitalistes avaient des désaccords quant à la manière de se partager le butin des colonies.

Oui, dans la 2ème guerre, une partie des soldats américains se sont engagés croyant se battre pour la démocratie et contre le fascisme. Mais cette illusion est tombée devant les réalités de l'ordre mondial dominé par l'impérialisme américain, secondé par la France, la Grande-Bretagne, la Belgique. Un ordre imposé par les bombes

atomiques sur le Japon, les villes ouvrières allemandes rasées et incendiées, un déluge de bombes en Corée et au Vietnam dans les années 50 et 60, par la torture généralisée exercée par l'armée française en Algérie dans les années 60, par l'assassinat des leaders indépendantistes en Iran, au Congo, au Chili. Et toutes les guerres qui n'ont jamais cessé en Afrique jusqu'à aujourd'hui.

La défense de la « liberté » et de la « démocratie » des dirigeants européens et américains s'applique de façon très variable : à Kiev, une insurrection sous la direction de l'extrême droite contre un dirigeant pro-russe, c'est un acte de liberté et de démocratie ; en Crimée un référendum où 95% de la population choisissent librement la Russie, parce que cela leur semble un moindre mal, c'est une violation du droit international... Quant à la démocratie en Ukraine, c'est le milliardaire Porochenko qui semble l'incarner aux yeux des États-Unis et de l'Union européenne. Son programme est déjà écrit : imposer les plans d'austérité et de privatisations drastiques concoctés à Bruxelles sous la dictée des grands groupes capitalistes.

Non, Obama n'était pas en réunion avec ses alliés capitalistes en Europe par souci pour « les gens morts sur les barricades de la place Maïdan » à Kiev. Il s'agit toujours et à nouveau de matières premières, de pétrole, de gaz et de partage de zones d'influence.

Est-ce que ces gesticulations militaires autour de l'Ukraine peuvent devenir une guerre ? Ni Poutine, ni les dirigeants européens et américains ne le souhaitent pour l'instant. Mais leur système où les

grands groupes capitalistes de quelques grands pays concentrent entre leurs mains la majorité des capitaux et des technologies, au détriment de tous les autres peuples, ne peut fonctionner sans oppression, sans force militaire, sans intervention militaire. Les guerres et la destruction dans laquelle les pays européens sont encore impliqués aujourd'hui en témoignent : Congo, Afghanistan, Irak, Libye, Mali, Soudan, Centrafrique, Syrie... Et oui, la guerre économique peut basculer dans la guerre tout court, y compris près de chez nous.

Ce n'est pas pour rien que les commémorations de la première guerre mondiale font un silence assourdissant sur le mouvement ouvrier de l'époque, son internationalisme et son opposition à la guerre. Ils veulent faire oublier la vague révolutionnaire partie de Russie, et ses millions de travailleurs à qui on avait donné des armes pour s'entretuer, qui fraternisaient et tournaient leurs armes contre les responsables de la guerre. Cette révolution n'est pas allée jusqu'au bout en gagnant l'Allemagne et toute l'Europe, mais elle a fait trembler le pouvoir des capitalistes partout dans le monde et les a forcés de céder bon nombre d'avancées sociales notamment en France et en Belgique.

Leur système capitaliste est un géant aux pieds d'argile qui dépend en toute chose des milliards de travailleurs de par le monde, même pour faire leurs sales guerres. Une force colossale qui, quand elle prendra conscience de sa propre force et de ses propres intérêts, finira par sortir l'humanité pour toujours du règne des brigands.

A l'Agenda :

Mons : Venez discuter les 20 avril et 27 avril : des militants de Lutte Ouvrière seront présents au marché de Mons, place Nervienne.

Réunion publique

le 3 mai à 18 heures,
dans la salle du café « Aux Brasseurs »,
Avenue du Bélian 1, Mons.

Charleroi : Venez discuter les 4, 11 et 18 mai: des militants de Lutte Ouvrière seront présents au marché de Charleroi, avenue Paul Janson.

Réunion publique

le 17 mai à 18 heures,
à « La Maison des 8 Heures »,
Place Charles II, Charleroi.

Châtelineau : Venez discuter le 10 mai : au marché de Châtelineau.

A ce jour, sur les 780 signatures que nous avons récoltées, 630 ont été validées par les communes. Nous pouvons donc déposer notre liste à la date officielle du 26 avril.

Le 12 avril, nous avons tenu notre premier meeting de campagne à Soignies. Nos candidats ont présenté notre programme et notre démarche, et cela a été suivi d'une discussion animée et fraternelle avec la salle.

Antenne Centre a passé un petit reportage que vous pouvez retrouver sur le site www.antennecentre.tv dans le journal du 14/04.



Votez et faites voter Lutte Ouvrière !

Diffusez des tracts !

Demandez notre tract de campagne pour le diffuser dans les boîtes aux lettres de votre quartier. Vous pouvez aussi le télécharger sur notre site. Vous voulez mettre une affiche à votre fenêtre ? Il suffit d'un coup de fil pour en obtenir une.

Tenez salon !

Invitez des amis, la famille, des voisins, des collègues pour rencontrer un candidat de Lutte Ouvrière chez vous! Cela promet une soirée (ou une après-midi) conviviale et animée, une discussion intéressante entre travailleurs. Il suffit de nous dire la date et l'heure.

Elections 2014

Il faudrait y aller aux rayons X

La commission parlementaire de l'économie a pu consulter la convention signée entre l'État et Electrabel (GDF-Suez) sur le prolongement de l'exploitation des centrales nucléaires jusqu'en 2025.

Le parlementaire groen Kristof Calvo a révélé le déséquilibre de l'accord : Electrabel a reçu 60 millions d'euros au titre d'études concernant la faisabilité de la prolongation et une clause prévoit que l'État devra payer des indemnités élevées à Electrabel (GDF Suez) au cas où il déciderait de fermer les centrales avant la date convenue.

Ce n'est pas Wathelet, signataire du contrat en tant que secrétaire d'État à l'Énergie, ni Electrabel, mais Calvo que s'est fait taper sur les doigts par André Flahaut, président de la Chambre, pour avoir porté atteinte à la confidentialité du contrat !

Combien d'autres contrats du même genre, les travailleurs trouveront dans les placards, lorsqu'ils se mettront à faire la lumière sur les comptes des entreprises?

PS : entends ce que je dis, pas ce que je vote

Jeudi 27 mars, tous les députés PS, à l'exception d'un seul, ont voté la loi de la réforme du chômage qui va exclure près de 55 000 personnes. Jusque ici, en effet, cette réforme reposait sur « un arrêté » du gouvernement, mais les ministres souhaitaient une loi « pour plus de sécurité juridique ».

Et pendant ce temps, sur les plateaux télé, Onkelinx, Di Rupo, Magnette, expliquent que, aujourd'hui, ils sont pour le retrait de cette réforme qu'ils avaient accepté en 2011 parce qu'ils n'avaient so-disant pas le choix !

Un parti au profil patronal parfait

Descheemaeker, déçu d'avoir perdu son job de manager de la SNCB au profit de Jo Cornu, et devant se contenter de la direction de Brussels Airport, moins bien payé, sera candidat NVA pour les Européennes.

Dans son livre paru récemment, il donne sa vision de la SNCB : suppression d'environ 5000 emplois (en plus des milliers qu'il a supprimés dans les 9 ans qu'il a été à la tête de l'entreprise publique), suppression du statut, augmentation plus importante des tarifs, scission en une partie flamande, une autre wallonne.

D'après le communiqué de presse de la NVA, Descheemaeker s'insère parfaitement dans le profil des patrons et entrepreneurs à la tête du parti nationaliste...

Avant de penser à voter NVA, il vaut mieux demander l'avis d'un cheminot ou d'un navetteur...